Médiévales

Langues, Textes, Histoire

57 | automne 2009

Langages politiques, XII^e-XV^e siècle

Julie CLAUSTRE. *Dans les geôles du roi. La prison pour dette à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, 495 p.

Valérie Theis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/5824>

DOI : 10.4000/medievales.5824

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2009

Pagination : 167-170

ISBN : 978-2-84292-241-2

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Valérie Theis, « Julie CLAUSTRE. *Dans les geôles du roi. La prison pour dette à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, 495 p. », *Médiévales* [En ligne], 57 | automne 2009, mis en ligne le 22 mars 2010, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/5824> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.5824>

Tous droits réservés

Si le présent compte rendu s'attarde un peu sur les fins du débat, c'est précisément parce qu'elles relèvent de ce qui est l'une des grandes questions qui pourraient encadrer cette discussion : que pensait la plus grande partie du monde qui n'en parle point ? D'une certaine façon, la question est un piège car la plupart des contemporains ne se sont jamais penchés sur le problème, et probablement même ceux qui en faisaient usage. Mais d'un autre côté, cette question est effectivement au cœur de l'interprétation de ce débat. Par exemple, après la double fin du débat, à savoir l'explication d'Oresme et celle de Gerson, de quel côté penchait l'opinion la plus répandue ? Je ne suis pas aussi convaincue que B. Delaurenti que Gerson soit le vainqueur définitif, et donc qu'au ^{xv}^e siècle « il semble admis désormais que les incantations ont un pouvoir démoniaque » (p. 510). Cela peut être vrai en général chez un certain groupe d'intellectuels qui se souciaient spécialement de la sorcellerie et du pacte démoniaque, mais le silence des intellectuels ne signifie pas forcément un acquiescement. Par ailleurs, il y avait d'autres voies possibles proposées par le milieu médical, et même par ceux qui pratiquaient explicitement des formes de magie. À quelques exceptions notables, ceux-ci imaginaient plutôt que c'étaient les anges ou les astres qui étaient les destinataires des incantations, et ils n'étaient pas non plus si éloignés des universités. De plus, il faut noter que même Johannes Nider, l'un des grands artisans de la chasse aux sorcières au ^{xv}^e siècle, ne croyait pas que la récitation des formules pieuses pour guérir fût a priori démoniaque (même s'il se garda de les appeler « incantations »).

Finalement, la relation entre les débats doctrinaux qui sont ici décrits et l'usage réel des incantations est un sujet qui obligerait à une étude large sur des pratiques magiques en Europe médiévale, et il n'est pas dans mon intention de reprocher à B. Delaurenti de ne pas avoir intégré des pistes bien au-delà du champ de son étude. L'auteur possède déjà une connaissance très impressionnante de la pensée théologique, scolastique, et médicale du Moyen Âge. Pour chaque auteur qu'elle traite, B. Delaurenti réussit à nous offrir une analyse probante et pleine de nouveauté, ce qui fait de ce livre une référence indispensable pour qui veut comprendre la pensée des intellectuels au Moyen Âge. Mais – et il convient de le souligner, car ce n'est pas le moindre de ses mérites – son travail fait réfléchir à de grandes questions dans des domaines variés. Cela à lui seul témoigne de l'importance de ce livre et de son sujet.

Katelyn MESLER

Julie CLAUSTRE. *Dans les geôles du roi. La prison pour dette à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, 495 p.

La belle étude de Julie Claustre, issue d'une thèse de doctorat menée sous la direction de Claude Gauvard, a pour point de départ la prise de conscience d'un possible usage des conflits autour de la dette comme révélateurs des liens et logiques sociales des sociétés passées. Dans son chapitre liminaire, l'auteur fait précéder son étude de l'emprisonnement pour dette à Paris à la fin du Moyen Âge par un vaste bilan des acquis des travaux de ces quinze dernières années sur le crédit et la dette. Du côté des médiévistes, ces travaux ont permis de se libérer de la caricature d'une société médiévale chrétienne qui aurait systématiquement assimilé crédit et usure et d'une Église qui aurait longtemps refusé l'économie capitaliste avant d'être contrainte de s'y adapter. Les historiens modernistes ont quant à eux bien montré qu'une des difficultés des sociétés d'ancien régime était d'instaurer la confiance dans le système de crédit en l'absence de prêteur de dernier ressort : cette confiance ne put être assu-

rée que par l'alliance entre une culture spécifique, celle de l'honneur commercial, et l'intervention des institutions judiciaires. De fait, dès le XIII^e siècle, même si beaucoup de litiges se terminent par des arrangements privés, on observe une montée en puissance des recours à la justice, notamment royale. Si le pouvoir royal avait un intérêt financier à voir se développer ce type de recours, ceux-ci lui permirent aussi de renforcer les liens avec ses sujets : « l'histoire de la justice contentieuse dans le royaume de France est donc aussi celle d'un assujettissement » (p. 25).

Partant de ce constat, l'auteur choisit de se concentrer sur une pratique qui s'affirme à Paris à la fin du XIV^e siècle pour ne prendre fin qu'en 1867, celle de l'emprisonnement pour dette, une des variantes possibles de la contrainte par corps, l'emprisonnement n'étant alors pas perçu comme une peine, mais comme un moyen de contraindre le débiteur à honorer sa dette. Contrairement à une idée souvent présente dans les études juridiques sur le sujet, l'auteur entend montrer que cet usage de la contrainte par corps connut un important développement à la fin du Moyen Âge : au Châtelet, tribunal royal présidé par le prévôt de Paris, nommé par le roi, la proportion d'écrous pour dette était déjà de 25 % en 1412. Elle atteignit le tiers à la fin des années 1480. Pour mener à bien cette étude, J. Claustre a surtout mis à profit les archives du Châtelet, notamment les registres des causes civiles de cette institution entre 1395 et 1455 et le registre d'écrou de 1488-89.

Dans une première partie intitulée « Le sceau et la geôle », J. Claustre retrace le développement des interventions de la justice royale dans les affaires de dette. C'est par le biais du contrôle des créances juives que le roi est d'abord amené à intervenir dans ce domaine. En 1198 est instauré « le sceau des juifs » qui revêt les créances juives afin de lutter contre l'usure. Fournissant des revenus importants au roi, privant les barons de l'autorité sur les juifs de leurs terres et assimilant les créances juives à des biens royaux, il est cause de scandale et disparaît en 1223. À la même époque la contrainte par corps est vue avec beaucoup de réticence par le pouvoir royal qui, en 1254, l'interdit pour toutes les dettes privées et la réserve aux créances royales. L'interdit est cependant miné par le développement de la juridiction gracieuse royale dans les cours inférieures qui s'accompagne de l'usage de la contrainte par corps, pratique entérinée par Philippe le Bel en 1303 : désormais la prison pour dette s'applique aux obligations de corps passées sous sceau royal. À partir de là, J. Claustre montre comment l'usage du sceau du Châtelet, créé en 1230, s'affirme au cours du XIV^e siècle grâce à un privilège rendant exécutoires les lettres qui en étaient scellées dans tout le royaume et non seulement dans le ressort du Châtelet. Même si cette disposition est si souvent réaffirmée qu'on peut douter de la fréquence de son application et que le sceau du Châtelet est longtemps concurrencé à Paris par les sceaux des officialités ou par le maintien du crédit non authentique, ce privilège constitue un atout considérable, au moins à Paris et en banlieue, pour favoriser le développement de l'usage de ce sceau, développement qui reste cependant impossible à mesurer.

Une fois posées les bases juridiques susceptibles d'assurer le succès du sceau du Châtelet, l'auteur présente l'organisation du tribunal civil et l'évolution de cette dernière entre 1321 et le début du XVI^e siècle en s'aidant d'organigrammes, qui sont en soi une excellente idée, mais dont on peut regretter que la logique graphique ne soit pas toujours très claire ou du moins plus commentée. Les litiges pour endettement constituaient la première matière soumise à la justice civile de la prévôté royale dont l'auteur rappelle qu'ils englobaient différents types de procédures qui font l'objet d'une présentation détaillée. Elle met ensuite à profit les registres d'écrou qui

montrent qu'en 1488-89 l'immense majorité des détenus pour dette de la prison du Châtelet étaient originaires de la vicomté (230 sur 240). Dans 80 % des cas, ils étaient là pour l'exécution d'un acte scellé au Châtelet (issu de la juridiction gracieuse – la majorité – ou contentieuse) pour une dette privée et dans 20 % des cas, pour une créance royale réclamée par des officiers de la prévôté sans qu'ils aient pour cela besoin de produire un titre scellé. Les registres civils montrent en outre que les procédures menant à l'incarcération de ces débiteurs étaient très rapides : dans la moitié des cas le délai entre l'obligation et l'écrou était inférieur ou égal à un an.

Au terme de cette présentation parfois un peu ardue des parcours juridiques qui mènent en prison pour dette, J. Claustre entame une seconde partie consacrée à l'obligation de corps qui seule pouvait justifier une incarcération (« Obligé de corps et biens »). C'est là l'occasion d'entamer une étude d'histoire sociale destinée à comprendre qui obligeait son corps et dans quels cas, question qui se heurte cependant, comme le reconnaît l'auteur, à un problème de documentation : celle-ci ne nous éclaire que sur les obligés de corps qui sont emprisonnés et ne dit rien de l'ensemble de ceux qui obligeaient leur corps mais étaient en mesure de rembourser leur dette. C'est donc sans trop de surprise que l'on trouve parmi les écroués pour dette une majorité de Parisiens modestes : les gens de métier et les laboureurs représentent la majorité de ces écroués pour dette avec respectivement 39 et 33,5 % des écroués de 1488-89, les fabricants étant les plus nombreux au sein des gens de métier (69,3 %). Le spectre des dettes est large (de 8 sous à 1 300 livres) mais une grande partie des écroués le sont pour des dettes inférieures à 5 livres (50 % des obligés par lettres obligatoires), la dette médiane des marchands étant plus élevée que celle des laboureurs et gens de métiers. Si 95 % des créanciers étaient parisiens, seuls 61 % des débiteurs l'étaient, la majeure partie des débiteurs parisiens résidant cependant dans un rayon de 8 kilomètres autour de Paris. On s'endettait surtout entre février et juin et en octobre et 17 % des obligés étaient emprisonnés à plusieurs reprises, ce qui témoigne des difficultés financières récurrentes d'une partie de la population d'Île-de-France. L'obligation de corps s'appliquait surtout aux ventes à terme de biens mobiliers (céréales, vins, chevaux, draps, etc.), suivis par les prêts d'argent, les contrats d'apprentissage et les prises à ferme. En revanche, elle n'était de mise ni dans les confessions de dettes pour arrérages de rentes, ni dans les constitutions de rentes. La continuité ainsi établie entre le corps et les meubles amène l'auteur à expliquer en détail la manière dont l'obligation de corps vint progressivement s'ajouter à l'obligation de biens, les actes passés par des clercs ou des femmes restant exclus. Dans ce dernier chapitre, quelques interprétations auraient mérité d'être plus argumentées comme celle consistant à dire que la disparition de la mention de la prison dans les clauses d'obligation de corps aux tournant des ^{XIV}^e et ^{XV}^e siècle constituait autant une euphémisation de la clause qu'une réduction du corps du débiteur au statut d'objet ou encore l'idée selon laquelle il y aurait une « filiation possible entre la relation servile au Moyen Âge central et l'obligation corps et biens du Moyen Âge finissant ».

Avec la troisième et dernière partie de l'ouvrage, on retrouve le terrain plus ferme des pratiques sociales autour de l'étude de « La coercition ». En 1488-89, les prisonniers pour dette étaient mêlés aux autres prisonniers du Châtelet et représentaient 20 % de ceux-ci. Ce n'est que progressivement, par la pratique, qu'ils se sont mis à constituer une catégorie à part dans les sources. Dans les faits, ils pouvaient être incarcérés en plusieurs lieux de la geôle (correspondant à des tarifs d'incarcération différents). J. Claustre retrace les étapes d'une arrestation pour dette présentée comme un rituel qui connaissait un pic au mois de novembre, en lien avec le calen-

drier traditionnel des termes de paiement. L'emprisonnement pour dette était marqué par sa courte durée (la moitié des prisonniers restaient moins de 48 heures et les trois quarts une semaine et moins) qui était pourtant supérieure à la durée moyenne d'emprisonnement pour les autres délits. Ces prisonniers ne semblent pas avoir bénéficié d'un traitement de faveur particulier. On se contentait de les distinguer des prisonniers criminels et le traitement qui leur était appliqué dépendait étroitement de leur état social, comme pour le reste des délits. Seuls les prisonniers les plus pauvres étaient enfermés aux frais des créanciers. La mise en regard du coût moyen que représentait l'ensemble des frais d'incarcération et des sommes à recouvrer permet de conclure que la procédure était rentable pour les créanciers. En revanche, si elle exposait le débiteur à la honte, elle n'épargnait pas l'image du créancier qui pouvait en retirer une réputation d'usurier, la perte d'honneur était cependant moins redoutée par les débiteurs que le séjour en prison lui-même. Le débiteur se démenait donc pour sortir au plus vite selon des modalités que la documentation ne nous permet de connaître que lorsque la libération faisait l'objet d'une procédure judiciaire. La sortie pouvait être mise en œuvre parce que le débiteur avait prouvé que le créancier n'avait pas le droit de saisir son corps ou bien au terme d'une négociation entre les deux parties, d'une cession de biens du débiteur ou encore en faisant usage d'une lettre royale de répit. La voie la plus courante était celle de la négociation qui aboutissait à un échelonnement du paiement de la dette qui pouvait être accompagné d'une véritable libération au seulement d'un élargissement, un passage dans le système de la prison « ouverte », jusqu'au règlement total de la dette.

Au terme de cette passionnante étude, on peut finalement se satisfaire que la focalisation des historiens et des juristes sur la seule doctrine juridique au détriment des pratiques judiciaires ait eu pour conséquence de laisser si longtemps dans l'ombre la question de la prison pour dette. Cela a permis à Julie Claustre de construire son objet d'étude à la croisée de l'histoire du droit et d'une histoire économique qui s'est récemment profondément renouvelée pour finalement nous livrer un travail admirable aussi bien du point de vue de la méthode qu'en termes de maturité de réflexion.

Valérie THEIS

Denis LÉVY WILLARD, *Le Livre dans la société juive médiévale de la France du Nord*, Paris, Éditions du Cerf (*Nouvelle Gallia Judaica*, 3), 2008, 213 p.

Le titre ne reflète qu'imparfaitement l'importance de cette étude qui, loin d'être limitée au nord de la France, embrasse l'aire ashkénaze (France du Nord et Allemagne, mais sans aborder l'Angleterre) et abonde d'exemples issus du monde sépharade (Provence, Péninsule ibérique) et d'Italie, voire de la Méditerranée orientale (*Genizah* du Caire notamment). Malgré l'estimation élevée de témoins conservés dans les bibliothèques actuelles (plusieurs dizaines de milliers de manuscrits ou fragments de manuscrits ont survécu aux destructions naturelles, aux confiscations et aux persécutions), les codex ne livrent dans les colophons ou les pages de garde que des données fragmentaires sur le scribe et le lieu de la copie, le nom d'un possesseur ou les conditions d'un achat, et ne peuvent suffire à retracer l'histoire du livre hébreu entre le XI^e et le XV^e siècle. C'est donc à travers les textes eux-mêmes que D. Lévy Willard s'est livré à une enquête minutieuse quant aux usages de ces livres, leurs auteurs, leur commercialisation, leur prêt ou leur location, enfin leur disparition éventuelle : les informations tirées des commentaires bibliques et de la littérature talmudique ont été enrichies par le dépouillement des *responsa* des principaux décisionnaires, tel Meïr de Rothenbourg (vers 1212-1293), et ce malgré les limites du genre (p. 14-16).